

ACTUALITÉ

«Non, cette molécule n'est pas cancérogène »

Propos recueillis par Lionel Laparade , t @LLaparade



Vous présentez jeudi les résultats de l'enquête menée par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) sur le glyphosate. Dans quel contexte et pour quelles raisons ces travaux ont-ils été déclenchés ?

Ils s'inscrivent naturellement dans le prolongement du sujet controversé du glyphosate en France. Devant la grave crise de confiance vis-à-vis des agences nationales qu'il a suscitée, la commission des Affaires Economiques de l'Assemblée

nationale et la commission du Développement Durable ont saisi l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) présidé par Gérard Longuet, et dont je suis le vice-président avec Cédric Villani.

Quelle est précisément la mission qui a été confiée à l'OPECST ?

Les commissions des Affaires Economiques et du développement durable nous ont demandé de produire un rapport d'information global sur la crise du glyphosate, de la nature cancérogène du produit à l'ampleur qu'a prise cette affaire dans la société et dans les médias. Pendant quinze mois, un collègue sénateur et moi-même ainsi que deux députés, avons contrôlé le système d'évaluation des substances dangereuses et les processus mis en œuvre en France mais également en Europe.

Concrètement, comment avez-vous mené vos investigations ?

Nous avons auditionné tous les acteurs, l' INRA et le CNRS bien sûr, car il nous importait d'apporter des réponses scientifiques à un sujet où désormais, la science est passée au second plan. Je rappelle que le glyphosate a été décrété cancérogène par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de Lyon, en contradiction avec les études menées par l' Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) dont le président a affirmé que le glyphosate a été surclassé au rang de substance cancérogène sous la pression médiatique. Il faut savoir en effet, et nous le rappelons dans notre rapport, que l'Europe se montre d'une intransigeance absolue avec les produits réputés cancérogènes ou perturbateurs endocriniens. Si l'on veut se débarrasser d'une substance, il suffit, en définitive, d'obtenir son classement dans l'une ou l'autre de ces catégories. C'est ce qui est à l'œuvre depuis ces dernières années s'agissant du glyphosate. Or, après avoir beaucoup travaillé avec les agences scientifiques sur ce produit, j'affirme que si le glyphosate a certainement beaucoup de défauts, aucune étude scientifique ne prouve formellement sa cancérogénicité ni en France, ni en Europe, ni dans le monde. Dans le cadre des questions scientifiques dont je suis chargé à l'OPECST, je m'occupe des pesticides en général et je peux vous dire que des substances utilisées aujourd'hui en viticulture me gênent beaucoup plus que le glyphosate. On a sur elles des études de toxicologie bien précises, et qui sont beaucoup plus dangereuses.

Dans le contexte actuel de défiance et de suspicion totales, comment pouvez-vous garantir à l'opinion que vous avez travaillé en toute indépendance, que Bayer et

Monsanto n'ont pas infiltré votre commission ?

Le doute est partout. Pour ce qui me concerne, je compte au nombre des quarante premiers signataires contre les néonicotinoïdes qui menacent les abeilles. Je ne suis pas un intégriste de la chimie et je précise que nos travaux ont été approuvés par le CNRS, l' INRA et l' ANSES. Ce que nous espérons, c'est que la confiance soit restaurée entre les agences nationales chargées d'évaluer la dangerosité des substances mises sur le marché et l'opinion, et surtout que l'on revienne aux fondamentaux des données scientifiques lorsque survient un débat de société comme celui du glyphosate. Vous savez, un pays qui ne fait plus confiance à ses scientifiques est un pays qui n'avance plus. Nous sommes aujourd'hui dans un climat d'hystérie collective qui voudrait que l'on supprime tous les pesticides, mais attention, ne vidons pas complètement la trousse à pharmacie. Il y aura toujours des bactéries, des champignons, des insectes – on a vu les dégâts causés par la pyrale du buis –, et si l'on vide la trousse à pharmacie on revient aux grandes famines du Moyen Âge.

Convendez que les révélations sur le fichier de personnalités politiques, scientifiques et des médias rassemblé illégalement par Monsanto, ne sont pas de nature à restaurer un climat de confiance...

En effet... Jeudi soir, j'ai entendu Ségolène Royal s'indigner sur ces pratiques à la télévision. Elle a raison bien sûr, mais entre nous, le fichage sous toutes ses formes existe partout. De gauche à droite, les partis politiques, par exemple, l' utilisent : qui sont chez l'adversaire, ceux que l'on peut retourner ? Pensez-vous que les Gafam ne nous fichent pas ? Ce qui me désespère dans le cas présent, c'est qu'une fois encore, la science est exclue du débat.

Revenons au glyphosate, dont l'OPECST considère que la cancérogénicité n'est pas prouvée : il ne s'est quand même pas retrouvé sous les radars sanitaires par hasard ?

Dans notre rapport, nous avons relevé des points d'amélioration. En Europe, l'évaluation, c'est un peu la foire d'empoigne. Si l'on veut progresser, il va falloir uniformiser les pratiques d'évaluation des dangers et du risque des substances. L'Agence européenne des produits chimiques et l'Agence européenne de sécurité alimentaire évaluent le danger des substances, or il y a une différence fondamentale entre le danger et le risque. Sur le glyphosate, on a fait des études de danger, point final. Alors certes, 117 autorisations de mises sur le marché de

produits contenant du glyphosate ont été supprimées par l'ANSES. Mais c'était à une époque où la molécule était associée des co-constituants, la talowamine par exemple, extrêmement toxique en milieu aquatique. Je veux aussi souligner que l'on épand de moins en moins de glyphosate et que l'herbicide reste une charge pour l'agriculteur : croyez-vous qu'il peut aujourd'hui se permettre le luxe du gaspillage ? Je voudrais que l'on puisse débattre sereinement et que chacun retrouve ses esprits... Évitions d'interdire des substances avant de disposer d'éléments scientifiques. Et quand les preuves sont là, comme pour les néonicotinoïdes, agissons. C'est ce que nous avons fait avec Chantal Jouanno en réclamant leur interdiction.

Mais en France ou aux Etats-Unis, des utilisateurs du glyphosate obtiennent la condamnation de Monsanto devant la justice...

Si les magistrats peuvent remplacer les scientifiques, demandons alors aux agriculteurs de rendre la justice. Quant au système judiciaire américain, j'espère qu'on n'en arrivera pas là en France... Je sais que des « pisseurs volontaires » saisissent les tribunaux au prétexte qu'ils ont découvert des traces de glyphosate dans leurs urines. Savent-ils, comme les magistrats, que cette molécule est ajoutée à nos lessives pour nettoyer les canalisations ?

Concluez-vous, en définitive, qu'il ne faut pas se hâter d'interdire le glyphosate ?

Je serai parmi les premiers à réclamer son interdiction dès que les preuves scientifiques de sa nocivité seront apportées. Or, à la question : Le glyphosate est-il cancérigène, la réponse est non ! Il est moins cancérigène que la charcuterie ou la viande rouge qui ne sont pas interdites.

Sur quelles bases pouvez-vous affirmer cela ?

Sur la base d'études scientifiques ! Des études menées à l'Agence européenne de sécurité alimentaire de Parme, à Bruxelles, à l'ANSES, agence la plus performante en Europe et probablement au monde. Nous avons aussi en France un excellent système de pharmacovigilance mais que voulez-vous, nous vivons aujourd'hui dans un monde où tout est remis en cause, sans preuve, où un lanceur d'alerte peut, sur de simples allégations, jeter le discrédit sur toute la communauté scientifique...

Votre rapport d'enquête – vous l'avez probablement anticipé – va déclencher polémique et critiques lorsque vous allez le présenter officiellement jeudi...

Nous prenons nos responsabilités. Ce rapport, nous le rendons à quatre parlementaires, sous l'égide de l'OPECST dont les membres sont tous des scientifiques. Je ne vois aucune raison pour laquelle nous prendrions notre part de l'hystérie collective suscitée par une molécule dont on affirme qu'elle est cancérigène alors qu'en réalité, elle ne l'est pas. Ou alors on devient tous fous...

Propos recueillis par Lionel Laparade

t @LLaparade

«En l'état actuel de nos connaissances, le glyphosate est moins cancérigène que la charcuterie ou la viande rouge qui, pourtant, ne sont pas interdites».